



CONSEIL COMMUNAL DU 25 JANVIER 2024
GEMEENTERAAD VAN 25 JANUARI 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

9 Motion de Mme De Saeger, MM. Van Damme et Van Kerk - Modification du décret inscription et son impact sur les communes du Nord-ouest de Bruxelles. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la proposition de motion de Mme De Saeger, de M Van Damme et de M Van Kerk;

Le Décret Inscription définissant les conditions d'inscriptions dans l'enseignement secondaire francophone a récemment été modifié.

Nous constatons que la nouvelle mouture dudit décret a des conséquences néfastes sur de nombreuses familles du Nord-Ouest de Bruxelles.

Nous partageons le souhait du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de favoriser la mixité sociale et d'éliminer les inégalités scolaires.

La mixité est par ailleurs une valeur fondamentale dans les différentes politiques ganshorenoises.

Mais nous espérons pour atteindre ces objectifs une politique comptant sur d'autres solutions que celle de l'effort individuel du citoyen.

Ainsi, le Conseil communal de Ganshoren sollicite la Ministre de l'Enseignement et les différents collèges communaux du Nord-Ouest pour répondre aux effets de bord qui découlent du nouveau calcul de l'indice composite.

Ces conséquences étant détaillées dans la présente motion.

Considérant les modifications du calcul de l'indice composite inscrit dans le Décret Inscription mis en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que le nouveau calcul :

1. a diminué le poids de la distance domicile-école primaire;
2. n'a pas augmenté celui de la distance domicile-école secondaire;
3. a introduit le coefficient n°8 correspondant à la classe d'encadrement (classe d'encadrement : c'est une cotation allant de 1 à 20 sur 20 donné à un établissement scolaire et regroupant chacune 5% de la population) de l'école primaire fréquentée. Celui-ci déterminant un indice socio-économique moyen par implantation.

Considérant que par effet de conséquence de la distribution des classes d'encadrement des implantations dans le Nord-Ouest de Bruxelles le poids de la distance, de la proximité école - logement, est dorénavant inférieur à celui du coefficient n°8

Considérant que ce coefficient n°8 est devenu l'élément déterminant pour classer les enfants dans les files d'attentes des établissements scolaires ;

Considérant qu'à la prochaine rentrée scolaire, l'indice socio-économique utilisé pour classer les enfants sera individualisé, désavantageant les enfants avec un indice socio-économique plus élevé ;

Considérant que le principe de sécurité juridique tel que rappelé par la jurisprudence constante de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, implique une prévisibilité du droit, afin de permettre aux sujets de droit de planifier leurs comportements sur la base du droit applicable, et le respect de leurs attentes légitimes;

Considérant que des citoyens font des choix de vie contraignants comme déménager pour se rapprocher d'une école ou changer de métier pour la scolarité de leurs enfants ;

Considérant que le nouveau calcul de l'indice composite pénalise les enfants de façon rétroactive pour des choix d'école faits depuis 2017 sur base du décret précédemment en vigueur;

Considérant que pour la rentrée scolaire 2023-2024, après classement de la COGI, en dehors des priorités de fratrie ou de parent prestant :

- aucun enfant des écoles primaires du Sacré-Cœur de Ganshoren, ni du Sacré-Cœur de Jette, n'a obtenu de place dans les écoles secondaires anciennement adossées à celles-ci ;
- seuls 5 élèves de Notre-Dame de La Sagesse à Ganshoren et 18 élèves du Collège Saint-Pierre à Jette ont obtenu une place dans les écoles secondaires anciennement adossées à celles-ci ;

Considérant que si 86% des élèves bruxellois ont obtenu une place dans l'école de leur 1er choix, 80% des élèves des écoles du Nord-Ouest, avec une classe d'encadrement supérieur à la moyenne, n'ont obtenu AUCUN de LEURS CHOIX. Ni premier, ni deuxième, ni sixième;

Considérant que l'indice socio-économique personnel de l'élève se calcule sur base de l'implantation, cet indice socio-économique représente à lui seul la « véritable situation » socio-économique d'une famille;

Considérant que le terme implantation n'a pas encore de définition permettant de comprendre sa

réalité;

Considérant qu'à la prochaine rentrée scolaire, l'indice socio-économique utilisé pour classer les enfants serait individualisé, désavantageant les enfants avec un indice socio-économique plus élevé;

Considérant que les communes de Ganshoren et de Jette disposent chacune de 3 écoles secondaires sur leur territoire et que la commune de Berchem-Sainte-Agathe n'en compte aucune;

Considérant de facto que l'offre de places dans l'enseignement secondaire est insuffisante dans le Nord-Ouest de Bruxelles ;

Considérant que, dans nos communes du Nord-Ouest, où l'offre scolaire pour l'enseignement secondaire est insuffisante, une large majorité des places est octroyée aux enfants des écoles primaires aux ISE les plus bas;

Considérant que, par le décret, tout parent perd sa liberté de choix d'un enseignement confessionnel ou libre, pédagogie classique ou plus spécifique, d'une scolarité à proximité ou non de son domicile;

Considérant les principes d'égalité et de non-discrimination garantie par les articles 10 et 11 de la Constitution;

Considérant que ce décret engendre des différences de traitement dans les procédures d'inscription, rendant impossible l'accès aux écoles de la commune d'habitation pour des élèves à indice socio-économique plus élevé;

Considérant que la rédaction du décret est complexe et peu claire, rendant sa compréhension difficilement accessible au citoyen;

Considérant que pour la jeunesse du Nord-Ouest, nous ne voulons pas d'un décret d'inscription qui oppose et défavorise une partie de la population, mais que nous voulons une accessibilité à tous, un choix pédagogique libre et la possibilité pour nos jeunes du Nord-Ouest d'avoir accès à une école à proximité de leur domicile;

En conséquence, le Conseil communal de Ganshoren demande :

1. au Collège de se coordonner avec les communes du Nord-Ouest de Bruxelles pour demander à la Ministre en charge de l'Enseignement d'identifier au plus vite des solutions face aux effets de ce décret sur nos communes;
2. au Collège de transmettre la présente motion à la Fédération Wallonie-Bruxelles et à la Région Bruxelles-Capitale ;
3. à la Fédération Wallonie-Bruxelles de prendre en compte la situation particulière induite par la réforme du décret inscription sur les Ganshorenois et les habitants du Nord-Ouest afin de trouver des solutions à court termes;
4. de soutenir toute initiative visant à créer plus d'offres;
5. à la Fédération Wallonie-Bruxelles d'évaluer les effets de l'application du décret sur

l'ensemble de la population scolaire concernée et d'envisager le cas échéant une adaptation des dispositions dudit décret en faveur d'une mixité sociale optimale dans les différents établissements et réseaux scolaires.

**Motie van Mevrouw De Saeger, Mijnheer Van Damme en Van Kerk - Wijziging van het Registratiedecreet en de gevolgen ervan voor de gemeenten van Noord-West Brussel.
(Aanvullend)**

DE RAAD,

Neemt kennis van de motie van mevrouw De Saeger en de heren Van Damme en Van Kerk;

Het inschrijvingsdecreet dat de inschrijvingsvoorwaarden voor het Franstalig secundair onderwijs bepaalt, werd onlangs gewijzigd.

We stellen vast dat de nieuwe versie van dit decreet een negatieve impact heeft op vele gezinnen in het noordwesten van Brussel.

We delen de wens van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel om de sociale diversiteit te bevorderen en de ongelijkheden in het onderwijs weg te werken.

Bovendien is gemengdheid een fundamentele waarde in de verschillende beleidslijnen van Ganshoren.

Om deze doelstellingen te bereiken, hopen we echter op een beleid dat steunt op andere oplossingen dan de individuele inspanningen van de burgers.

De Gemeenteraad van Ganshoren vraagt daarom aan de minister van Onderwijs en de verschillende lokale colleges van het noordwesten om te reageren op de neveneffecten van de nieuwe berekening van de samengestelde index.

Deze gevolgen worden in deze motie uitgewerkt.

Overwegende de wijzigingen in de berekening van de samengestelde index opgenomen in het Inschrijvingsdecreet ingevoerd door de Federatie Wallonië-Brussel.

Overwegende dat de nieuwe berekening :

het aandeel van de afstand tussen de woonplaats en de lagere school heeft verminderd;

de afstand tussen de woonplaats en de middelbare school niet heeft verhoogd;

3. coëfficiënt nr. 8 heeft ingevoerd die overeenkomt met de omkaderingsratio (omkaderingsratio: dit is een quatering van 1 tot 20 op 20 die aan een school wordt gegeven, die elk 5% van de bevolking omvat.) van de bezochte basisschool, dat een gemiddelde sociaaleconomische index per vestiging bepaalt.

Overwegende het feit dat, ten gevolge van de spreiding van de omkaderingsratio's in het noordwesten van Brussel, het gewicht van de afstand, van de nabijheid van de school tot de woonplaats, nu kleiner is dan dat van coefficient nr. 8 ;

Overwegende dat coëfficiënt nr. 8 de bepalende factor is geworden voor het klasseren van kinderen op de wachtlijsten van de scholen;

Overwegende dat aan het begin van het volgende schooljaar de sociaaleconomische index die wordt gebruikt om kinderen in te delen, zal worden geïndividualiseerd, waardoor kinderen met een hogere sociaaleconomische index worden benadeeld;

Overwegende dat het rechtszekerheidsbeginsel, zoals bekraftigd door de vaste rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, inhoudt dat het recht voorspelbaar moet zijn, zodat degenen op wie het recht van toepassing is, hun gedrag kunnen plannen op basis van het toepasselijke recht, en hun legitieme verwachtingen kunnen eerbiedigen;

Overwegende dat burgers dwingende levenskeuzes maken, zoals verhuizen om dichter bij een school te zijn of van baan veranderen om hun kinderen naar een bepaalde school te laten gaan;

Overwegende dat de nieuwe berekening van de samengestelde index kinderen met terugwerkende kracht straft voor schoolkeuzes die sinds 2017 zijn gemaakt op basis van het voorheen geldende decreet; Overwegende dat voor het begin van het schooljaar 2023-2024, na classificatie door het COGI (Commissie voor het Inschrijvingsbeleid), afgezien van de prioriteiten van broers en zussen of ouders die zelf in een school werken :

geen enkel kind van de lagere scholen uit Sacré-Coeur Ganshoren of Sacré-Coeur Jette een plaats heeft gekregen in de middelbare scholen die vroeger aan deze scholen verbonden waren;

slechts 5 leerlingen van de Notre Dame de La Sagesse in Ganshoren 18 leerlingen van het college Saint-Pierre in Jette en slechts 18 leerlingen van het college Saint-Pierre in Jette een plaats hebben gekregen in de middelbare scholen die vroeger aan deze scholen verbonden waren.

Terwijl 86% van de leerlingen in Brussel een plaats kreeg in de school van hun eerste keuze, kreeg 80% van de leerlingen in scholen in het noordwesten, met een bovengemiddelde omkaderingsratio, GEEN VAN HUN KEUZES. Nog eerste, noch tweede, noch zesde;

Overwegende dat de persoonlijke sociaaleconomische index van de leerling wordt berekend op basis van de vestiging, vertegenwoordigt deze sociaaleconomische index alleen de "echte" sociaaleconomische situatie van een gezin;

Overwegende dat de term vestiging nog niet gedefinieerd is op een manier die het mogelijk maakt om de realiteit ervan te begrijpen;

Overwegende dat bij het begin van het volgende schooljaar de sociaaleconomische index die wordt gebruikt om kinderen in te delen, zal worden geïndividualiseerd, waardoor kinderen met een hogere sociaaleconomische index worden benadeeld;

Overwegende dat de gemeenten Ganshoren en Jette elk 3 middelbare scholen op hun grondgebied hebben en de gemeente Sint-Agatha-Berchem er geen heeft;

Overwegende dat het aanbod van plaatsen in het secundair onderwijs de facto onvoldoende is in het noordwesten van Brussel;

Overwegende dat in onze noordwestelijke gemeenten, waar het aanbod van plaatsen in het secundair onderwijs onvoldoende is, een grote meerderheid van de plaatsen wordt toegekend aan kinderen uit het lager onderwijs met de laagste SEI's (sociaaleconomische index);

Overwegend dat, als gevolg van het decreet, alle ouders hun vrijheid verliezen om te kiezen of hun kinderen in een confessionele of vrije omgeving moeten worden opgevoed, met een traditionele of meer specifieke pedagogie, en of ze al dan niet dicht bij huis moeten worden onderwezen;

Overwegende de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie die gewaarborgd worden door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet;

Overwegende dat dit decreet leidt tot verschillen in behandeling bij inschrijvingsprocedures, waardoor leerlingen met een hogere sociaaleconomische index geen toegang krijgen tot scholen in de gemeente waar ze wonen;

Overwegende dat de formulering van het decreet complex en onduidelijk is, waardoor het voor burgers moeilijk te begrijpen is;

Overwegende dat we voor de jongeren in het noordwesten geen inschrijvingsdecreet willen dat een deel van de bevolking tegenwerkt en benadeelt. In plaats daarvan willen we toegang voor iedereen, vrije onderwijskeuze en de mogelijkheid voor onze jongeren in het noordwesten om toegang te hebben tot een school dicht bij hun huis;

Daarom vraagt de Gemeenteraad van Ganshoren :

het College om samen met de noordwestelijk gemeenten van Brussel aan de Minister bevoegd voor Onderwijs te vragen om zo snel mogelijk oplossingen te zoeken voor de gevolgen van dit decreet voor onze gemeenten;

deze motie over te maken aan de Federatie Wallonië-Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

aan de Federatie Wallonië-Brussel om rekening te houden met de bijzondere situatie die ontstaat door de hervorming van het Inschrijvingsdecreet voor de inwoners van Ganshoren en de inwoners van het noordwesten om oplossingen op korte termijn te vinden,

elk initiatief te steunen dat gericht is op het creëren van een groter aanbod;

aan de Federatie Wallonië-Brussel om de gevolgen van de toepassing van het decreet op het geheel van de betrokken schoolpopulatie te evalueren en om, indien nodig, te overwegen de bepalingen van het decreet aan te passen ten gunste van een optimale sociale gemengdheid in de verschillende scholen en scholennetwerken.